



CARCASSONNE
PATRIMOINE MONDIAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE VILLE DE CARCASSONNE

ARRÊTÉ

N° : 2026-0187

Service :
Direction Générale des Services

PORTANT AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC ECOLE ELEMENTAIRE JEAN BEAUBOIS (MONTLEGUN) CODE : 1055

Le Maire de la Ville de Carcassonne, Chef-lieu du Département de l'Aude ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2,
VU le Code de la Construction et de l'Habitation, articles R. 123-1 à R. 123-55, R. 152-4 et R. 152-5, notamment son article R. 123-48,
VU l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP),
VU le règlement de sécurité annexé à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié
VU l'arrêté du 4 juin 1982 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type R (Etablissements d'enseignement et centres de loisirs).
VU le procès-verbal de la visite périodique effectuée par la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne le **17 avril 2026**.

ARRÊTE

Article 1 :

L'établissement dénommé "**ECOLE ELEMENTAIRE JEAN BEAUBOIS**" sis Rue Sabladou à CARCASSONNE, classé dans la **4^{ème} catégorie du type : R**, dont l'effectif total autorisé est de **260 personnes** (Public : 250 personnes - Personnel : 10 personnes), est autorisé à poursuivre son activité.

Article 2 :

Les prescriptions ci-après devront être réalisées sans délai :

PRESCRIPTIONS NOUVELLES :

1. Ajouter un diffuseur sonore d'alarme incendie dans la salle au R+1 côté maternelle (IT 248 4.3).
2. Assurer la bonne ouverture complète et facile de la porte d'issue de secours de la salle des maîtres (CO45).

PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

1. Former le personnel à l'utilisation des moyens de secours (MS 48)
2. Tenir à jour le registre de sécurité et assurer l'entretien et la vérification de toutes les installations techniques et de sécurité périodiquement (R.143-44 et R.143-34 du CCH).

La commission de sécurité informe de la modification de l'appellation de l'établissement car le groupe scolaire regroupe l'école élémentaire (R 4^e catégorie) soumise à visite périodique et les deux parties de l'école maternelle (R de 5^e catégorie) non soumises à visite périodique.

Article 3 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification au responsable de l'établissement soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 :

Mme la Directrice Générale des Services de la mairie de CARCASSONNE, Mr le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de CARCASSONNE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise :

- Au Préfet de l'AUDE
- Au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'AUDE
- Au Secrétariat de la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne

Cet arrêté sera publié par voie électronique sur le site de la Ville.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211100698-20260420-31484-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/05/2026
Publication : 05/05/2026

Fait à Carcassonne, à l'hôtel de Ville,
Le 20 avril 2026

Le Conseiller Municipal Délégué
Philippe MARTY



Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant auprès de la collectivité signataire du présent document.